

**DEMANDE D'HABILITATION EN TANT QU'INTERVENANT  
EN PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS**

Décret n° 2003-546 du 24 juin 2003  
(Articles R. 241-1-1 et suivants du code du travail)

Nom, prénom (personne physique) : .....

Raison sociale (personne morale) : .....

Nature juridique ou statut de la personne morale : .....

Nom du responsable de la personne morale : .....

Adresse : .....

.....

.....

Téléphone : ..... Fax : .....

E-mail : .....

**Première demande**       **Demande de renouvellement** (ne concerne que les personnes morales)

**Domaine(s) de compétence :**     **Médical**                       **Technique**                       **Organisationnel**

**Le demandeur atteste ne pas avoir déposé de demande :**

**dans un autre collège**

**pendant l'année civile précédant le présent dépôt**

**Date :**

**Signature du demandeur :**

**Pièces à joindre :**

- **pour les personnes physiques :** photocopie des titres et diplômes ou documents témoignant d'une expérience professionnelle ;
- **pour les personnes morales :** fiche descriptive des ressources humaines et techniques consacrées à la santé et à la sécurité au travail et bilan d'activité en cas de demande de renouvellement ;
- **pour tous les demandeurs :**
  - lettre de motivation, mettant en évidence l'expérience acquise dans le domaine de la prévention, une bonne connaissance du milieu du travail, les compétences et les moyens nécessaires à l'exercice de la mission du demandeur (préservation de la santé, de la sécurité des salariés, amélioration des conditions de travail dans un objectif exclusif de prévention)
  - une déclaration d'intérêt (déclaration sur l'honneur) garantissant l'indépendance du demandeur. Ce document doit comporter les informations suivantes :
    - . les activités exercées par le demandeur donnant lieu à rémunération personnelle autres que celles liées à la fonction déclarée,
    - . la conduite ou la participation à des missions particulières (travaux scientifiques, rapports d'expertise, activités de conseil, etc.),
    - . les activités donnant lieu à un versement au budget d'une institution (une association par exemple),
    - . le cas échéant, d'autres liens, familiaux, associatifs, etc...
    - . l'absence de mandat électif (CHSCT ou CTR)

*(En cas d'absence d'intérêt, le spécifier sur la déclaration en reprenant tous les points ci-dessus)*